

Gilles Kepel
Avec la collaboration de Leyla Arslan, Sarah Zouheir

Banlieue de la République

**Résumé du chapitre 4 :
La sécurité**

INSTITUT
MONTAIGNE



www.banlieue-de-la-republique.fr
www.institutmontaigne.org

Octobre 2011

Le nom de l'agglomération de Clichy-Montfermeil reste lié dans l'esprit de la plupart des Français à la plus grande vague d'émeutes qu'ait connue l'histoire contemporaine de notre pays – entre la fin octobre et la mi-novembre 2005. Ces émeutes, auxquelles le gouvernement répondit en décrétant l'état d'urgence, donnèrent le sentiment que le modèle d'intégration français ne fonctionnait plus.

Le « Grand Récit » des émeutes

Déclenchées par l'électrocution de deux adolescents clichois, qui s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF en fuyant la police, elles ont été relancées par l'explosion d'une grenade lacrymogène lancée par les forces de police, trois soirs plus tard, devant une mosquée où les fidèles étaient rassemblés en prière à l'occasion du Ramadan. Le « gazage de la mosquée » comme l'ont appelé nombre de participants à l'enquête, s'est avéré être le principal facteur déclenchant qui a propagé la révolte à Clichy-Montfermeil.

Comprendre comment s'articulent les deux causes que sont la mort de Ziyed et Bouna ainsi que le « gazage de la Mosquée », est l'une des clés d'interprétation de ces émeutes inédites en France par leur durée, leur répartition géographique et leur composition socio-ethnique. Les dysfonctionnements de la relation entre les banlieues populaires et la République, cristallisés par les émeutes de 2005, fédèrent une pluralité de causes : l'enclavement, le déficit éducatif ou encore l'inadéquation avec le marché du travail d'une partie importante de la population. Les émeutes ont constitué l'aboutissement d'un ensemble de processus qui manifestent au quotidien la rupture avec des normes sociales rejetées : de la dégradation du mobilier urbain au caillassage, en passant par les incendies de poubelles ou de véhicules, elles ont frappé également les équipements publics dont les habitants sont les premiers bénéficiaires, ainsi les écoles maternelles.

Ces manifestations ont nourri le sentiment d'insécurité de nombre d'habitants et leur caractère autodestructeur a été largement commenté et interprété. Les conséquences des événements de 2005 ont également fait l'objet de lectures divergentes parmi les personnes interrogées : si pour certains le principal effet des émeutes est d'avoir déprécié l'image de l'agglomération et de ses habitants, d'autres relèvent une amélioration de la situation visible dans la Rénovation Urbaine et l'ouverture du commissariat, ainsi que l'émergence de nouvelles formes de politisation à travers la création d'associations qui ont favorisé la participation politique des jeunes.

Le divorce entre police et population

La genèse des émeutes de 2005 est emblématique du profond divorce entre police et population. Les deux adolescents suspectés d'avoir volé des matériaux de chantiers sont innocents, mais l'incompréhension est telle qu'ils préfèrent risquer leur vie pour se cacher plutôt que de clamer leur innocence. La police et les jeunes vivent dans deux mondes qui ne se comprennent plus. A entendre nombre d'enquêtés, la police est à la fois physiquement absente quand il faut assurer la protection des personnes et des biens dans les cités délaissées, et acharnée à nuire aux jeunes voire aux automobilistes victimes de contrôles « au faciès ».

Dans ce contexte, l'épisode du « gazage de la mosquée », quelles qu'en soient les circonstances exactes, a eu pour effet de dire symboliquement la profondeur du malaise, par-delà la seule police, entre les quartiers populaires à forte population d'origine immigrée et la République. Redouane, trentenaire d'origine marocaine, diplômé de l'enseignement supérieur et employé dans une association, constate : *« normalement, c'est la police qui doit nous protéger, c'est elle qui protège les gens. [...] On doit tout faire nous-mêmes en fait. Même mon père, il me dit souvent : "on est abandonnés ici, il n'y a pas d'autorité publique ici. Les flics, ils tournent mais ils cherchent quoi ? Ils s'intéressent à qui ? Aux ceintures de sécurité, aux gens qui ont fait un excès de vitesse". Je ne dis pas qu'il ne faut pas sanctionner ça mais il y a des priorités [...] Quand une personne nuit aux autres, on va voir ce qui se passe, on va l'interpeller. Les gens, ils sont H 24 devant les immeubles, ils fument leur shit. Les mères de famille, elles doivent passer, elles n'arrivent pas à passer. »*

Rares sont cependant les enquêtés qui souhaitent moins de présence policière. La moitié environ de l'échantillon s'est prononcée pour une présence policière accrue, répartie dans toutes les catégories d'âge, profession et origine, avec la quasi-totalité des personnes d'origine turque, et toutes celles d'origine pakistanaise. Pour la majorité des personnes interrogées, la qualité de la présence policière doit l'emporter sur sa quantité. Certains regrettent la disparition de la police de proximité comme telle et beaucoup estiment que la visibilité des forces de l'ordre dans le paysage quotidien, leur fonction dissuasive, doivent l'emporter sur les opérations coup de poing maladroites, alors que d'autres estiment qu'elles doivent d'abord se faire respecter pour s'imposer face à la délinquance, aux dealers de drogue pour commencer, et aux pratiques d'incivilité quotidienne.

La plupart de ceux qui appellent de leurs vœux un retour de la police mettent l'accent sur la prévention et la dissuasion. Rabia, trentenaire d'origine turque, diplômée en droit, accueille favorablement l'arrivée du commissariat, mais sous conditions : « *Il y a un commissariat qui va s'ouvrir bientôt au mois de septembre, peut-être que ce sera mieux. Mais j'aimerais mieux qu'ils partent à la recherche des jeunes, pour qu'ils se fassent connaître et que les jeunes n'aient pas peur des policiers, ça, ça sera plus intéressant* ». Hassan, trentenaire marocain diplômé aspire quant à lui à : « *une police, justement, qui sait dialoguer. C'est une police expérimentée, qui connaît le terrain, qui sait comment prendre le problème. C'est pas une police qui vient, boum, coups de matraque. C'est pas une police répressive, spécialement, que j'attends. Y a besoin de répression, certes, mais vous avez besoin de prévention avant la répression.* »

Un sentiment d'insécurité contrasté

Paradoxalement, les deux tiers des personnes interrogées disent se sentir en sécurité, particulièrement deux catégories de l'échantillon : les jeunes hommes d'origine maghrébine et africaine résidents des grands ensembles, mais aussi les habitants des pavillons de l'agglomération et des communes voisines qui ont vécu les émeutes comme un phénomène largement extérieur. Ce sentiment est souvent structuré par un phénomène d'appartenance à la communauté locale et d'interconnaissance. Les personnes interrogées sont bien conscientes de la fragilité de cette sécurité, qui repose sur un rapport de force qu'il faut constamment renouveler et suppose le respect d'un certain nombre de codes. La sécurité des personnes ne signifie cependant pas que le reste de la vie quotidienne soit sécurisé : l'occupation de cages d'escaliers et de halls d'immeubles par des bandes de jeunes, le bruit, les dégradations, le trafic de drogue empoisonnent l'existence et contribuent à un ressentiment fréquemment exprimé contre la police. En revanche, les habitants qui ne se sentent pas en sécurité, parmi lequel une majorité de femmes, et plusieurs membres de groupes minoritaires, nourrit ses peurs des groupes majoritaires – principalement les jeunes d'origine maghrébine ou africaine – par le fait qu'ils ne leur appartiennent pas et ne sont pas protégés par des codes ou une subculture commune. Ces habitants ont ressenti les émeutes comme une violence dont ils étaient les victimes directes ou indirectes, et dont les jeunes portaient la responsabilité.

Contrairement à ce qu'auraient pu imaginer ceux qui voient dans les quartiers populaires des banlieues des zones de non-droit où une population communautarisée serait arc-boutée contre les ingérences de l'État, l'ouverture du commissariat à Clichy-Montfermeil a suscité des attentes importantes chez les habitants, qui y ont vu l'un des éléments du retour à la normalité, le signe qu'ils ne seraient plus abandonnés des pouvoirs publics et pourraient mieux jouir de leurs droits de citoyens – la sécurité au premier chef. L'intégration à la vie locale du nouveau commissariat a transformé dès les premiers mois le rapport à la police. De sa capacité à tisser un lien avec la population et avec les autres instances et institutions présentes sur le territoire dépendra en partie la résorption de la coupure entre la République et sa banlieue dans l'agglomération de Clichy-Montfermeil. La restauration de la sécurité dans les quartiers sensibles de l'agglomération de Clichy-Montfermeil ne peut se réduire à une politique de répression : celle-ci n'a d'efficacité sociale que si elle se déploie en parallèle avec prévention et dissuasion, largement délaissées dans ces territoires. Et la prévention ne peut advenir si la majorité de la population concernée n'adhère pas aux valeurs de la société ambiante, telles qu'elles se traduisent au concret dans l'environnement urbain, éducatif et l'accès au marché au travail. C'est

l'interaction de ces divers domaines avec l'amélioration de la sécurité ainsi que l'acceptation de ses conditions qui tisse la réinsertion de ces quartiers dans la République.

Pour nous contacter :

Leyla Arslan, chargée d'études : larslan@institutmontaigne.org

Sarah Zouheir, chargée d'études : szouheir@institutmontaigne.org